

LIRE EN PAGE

2. — La rentrée parlementaire en Grande-Bretagne. H. Pierre. — La réconciliation Erhard-Adenauer. R. Delcourt.
3. — « Le Grand Débat » de Raymond Aron.
8. — A la Cour de sûreté de l'Etat, J.-M. Théodores. — Au Conseil municipal. G. Muller.
9. — Dien-Bien-Phu vu par le colonel Langlais. J. Planchais.
10. — Le concile. H. Fesquet.
11. — L'usine marémotrice de la Rance. R. Gibrat.
12. — Les ballets d'Helmski. O. Merlin.
16. — Les incidents de Montpellier. M. De-nuzière.
20. — Saigon et la France. J. Lacouture.

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

LE NUMÉRO : 0,40 F

Algérie (messageries avion) : 0,45 F.
Maroc, 0,50 dirh.; Tunisie, 45 m.; Italie, 80 L.
Belgique-Luxemb., 4 fr.; Autriche, 3,50 sch.
Espagne, 4,50 pesetas; Allemagne, 0,45 DM.
Grande-Bretagne, 1 sh.; Pays-Bas, 0,40 fl.
Portugal, 4 escudos; Suisse, 0,40 franc.

Tarif des abonnements en page 2
COMPTE CHEQUE POSTAL :
PARIS N° 4207-23

Adresse télégraph. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. 91-29

SOULÈVEMENT MILITAIRE EN IRAK

LE BAAS EN PÉRIL

Le soulèvement militaire contre le pouvoir baasiste d'Irak ne surprendra sans doute aucun observateur des affaires arabes. Tout un chacun s'attendait ces dernières semaines à de nouveaux bouleversements à Bagdad. Né d'un coup d'Etat contre le gouvernement du général Kassem le 8 février dernier, le régime du maréchal Aref avait au départ pris le visage d'une coalition de forces nationalistes anticomunistes souhaitant le rétablissement d'une certaine forme de « démocratie ».

Cependant, les éléments du parti Baas — qui dominaient déjà la coalition — avaient progressivement éliminé de l'administration, de l'armée et du gouvernement leurs camarades appartenant à d'autres tendances. L'épuration avait durement frappé l'armée : après les officiers progressistes et kurdes, les militaires panarabes, nassériens et parfois même politiques furent remplacés par des militants du Baas dont les qualités professionnelles ne justifiaient pas le plus souvent leur nomination à des postes de responsabilité. Dans une armée où les traditions britanniques d'ordre et de discipline demeurent vivaces, la promotion de tel ou tel colonel au rang de général et même de maréchal (ce fut le cas du chef de l'Etat, Abdel Salam Aref) ne manqua pas de choquer des soldats de carrière dont le seul « défaut » était de ne pas appartenir au Baas.

Les partisans de M. Michel Aflak en Irak avaient, d'autre part, fini par décevoir profondément les jeunes officiers, qui s'attendaient à autre chose d'une équipe qui se disait socialiste et panarabe. Aucune mesure d'ordre économique ou social n'était venue satisfaire les aspirations réformistes du gros de l'armée. Non seulement aucun accord n'avait été conclu avec la R.A.U., mais une vive tension s'était développée entre les deux pays. Même ceux qui ne souhaitaient pas une union avec l'Egypte nassérienne espéraient sans doute vivre en bonne intelligence avec un pays frère dont la politique intérieure et extérieure est généralement considérée comme positive.

La brusque décision de l'état-major du Baas, en juin dernier, de reprendre les hostilités contre le mouvement nationaliste kurde avait été, au début, bien accueillie par les militaires, qui, s'étant crus « trahis » par le gouvernement précédent du général Kassem, espéraient remporter une rapide et retentissante victoire contre les partisans du général Barzani. Leur échec à réduire les maquisards les avait cependant démoralisés, et, comme c'est généralement le cas dans des situations analogues, ils avaient rejeté la responsabilité des revers sur les « civils de Bagdad ».

Sentant l'orage proche, les dirigeants du Baas ont voulu « in extremis » prévenir l'épreuve de force. Mardi soir, lors d'une conférence tenue à Bagdad, la direction du parti a éliminé de ses rangs M. Ali Saleh Saadi, considéré comme le promoteur de la guerre contre les Kurdes. La nouvelle direction remaniée comprenait trois généraux et un civil, le ministre des affaires étrangères, M. Taleb Hussein Chehbi.

Mais cette concession, de pure forme d'ailleurs, ne semble pas avoir satisfait les adversaires du régime. Les baasistes irakiens ont fait couler beaucoup trop de sang pour que leurs ennemis ne soient pas assurés d'une forte sympathie populaire.

La partie qui se joue à Bagdad est de taille : de son issue dépend non seulement le maintien de l'équipe actuelle, mais aussi la survie du régime baasiste en Syrie.

Comme à Bagdad, le gouvernement de Damas est dangereusement isolé des autres courants politiques, à qui l'on refuse toute possibilité d'expression légale. Il est donc amené à s'appuyer de plus en plus lourdement sur l'armée. Or le loyalisme de celle-ci dépend dans une large mesure de l'issue de l'aventure actuellement en cours en Irak.

Le palais présidentiel aurait été bombardé

Neuf mois à peine après le coup d'Etat qui renversa le régime du général Kassem, un nouveau soulèvement militaire a éclaté mercredi matin à Bagdad. On ne dispose d'aucune information provenant directement d'Irak, mais on apprend de Washington que des chasseurs à réaction de l'armée de l'air ont attaqué le palais présidentiel. Cette précision est contenue dans un rapport adressé au département d'Etat par l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad. Au début de l'après-midi, mercredi, les combats paraissent se poursuivre.

L'écoute de Radio-Bagdad aux premières heures de la matinée de mercredi avait permis de déceler les prémices de la crise. A deux reprises, à 7 heures et à 9 heures (heure locale), la radio avait diffusé un communiqué annonçant le renouveau de la direction du parti Baas, de laquelle était exclu l'un des dirigeants les plus en vue, le vice-président du conseil, M. Ali Saleh El Saadi. Peu après 9 heures, des avions firent leur apparition et ouvrirent le feu sur le palais présidentiel. A 9 h. 45 le gouverneur militaire Rachid Mosleh annonça le couvre-feu général et « jusqu'à nouvel avis ». La mesure était expliquée par des « exigences de l'intérêt général ». Quelques minutes plus tard la radio interrompait ses émissions, tandis qu'on apprenait à Beyrouth de source baasiste que les bâtiments de la radiodiffusion avaient également été bombardés.

Un appel du premier ministre

Vers midi, la radio reprit ses émissions en diffusant un appel du premier ministre, le général Ahmed Hassan Bakr. Sans faire la moindre allusion au soulèvement militaire, le chef du gouvernement annonçait que « l'unité du parti Baas était en danger ». Il ajoutait : « La vie de milliers de membres du parti et de millions d'Irakiens est menacée... Nous devons faire en sorte que pas une goutte de sang ne coule... Le parti peut et doit régler tous les différends pacifiquement... » A l'appel du premier ministre succéda la diffusion de chants patriotiques et de messages de militaires faisant acte d'allégeance au gouvernement en place.

Il paraît donc établi que la lutte est circonscrite, pour le moment du moins, entre deux factions du Baas. M. Ali Saleh El Saadi aurait-il cherché à chasser du pouvoir ceux qui l'avaient éliminé des hautes instances du parti ? Il est probable que cela soit le cas, d'autant plus que le vice-président du conseil représentait l'aile radicale du parti, qui se plaignait de la politique modérée et favorable aux milieux d'affaires que pratiquait le gouvernement.

En tout cas, M. Saadi ne se trouve plus à Bagdad. En effet, un porte-parole du ministère espagnol des affaires étrangères a révélé mercredi après-midi que le vice-président du conseil était arrivé mardi soir à Madrid muni « d'un passeport en règle ». L'agence (égyptienne) du Moyen-Orient ajoute que M. Saadi était accompagné de quatre membres du « Conseil de la révolution », éliminés également de la direction du Baas. L'agence croit savoir que ces cinq personnalités, qui n'étaient accompagnées d'aucun bagage, avaient été expulsées de Bagdad. Elles étaient arrivées dans la capitale espagnole à bord d'un avion militaire.

La situation à Bagdad au début de l'après-midi demeurait extrêmement confuse. La radio irakienne a, une fois de plus, interrompu brusquement ses émissions, tandis que des nouvelles provenant de Beyrouth faisaient état de combats de rue. La ville est isolée, ses communications aériennes, téléphoniques et télégraphiques avec le monde extérieur ayant été coupées. En fin d'après-midi une importante réunion groupant les membres du gouvernement et les dirigeants du Baas devait se tenir pour arrêter les mesures propres à mettre un terme à l'insurrection.

La question qui se pose est de savoir si le conflit peut être limité aux deux tendances du Baas. Si les combats devaient se poursuivre sans autre issue décisive pour l'une ou l'autre faction, il n'est nullement exclu que d'autres forces opposées, notamment les communistes, s'engagent dans la bataille.

ERIC ROULEAU.

Deux décisions avant la conférence d'Addis-Abéba

RABAT : M. Guedira remplace M. Balafrej aux affaires étrangères

ALGER : M. Ben Bella conclut un accord avec le colonel Mohand Ou El Hadj

A la veille de la conférence d'Addis-Abéba, qui doit arbitrer leur différend, Marocains et Algériens ont pris les uns et les autres d'importantes décisions de politique intérieure.

A RABAT, la composition du nouveau gouvernement marocain a été rendue publique mercredi matin. Le premier cabinet de la législature comprend peu d'hommes nouveaux et est essentiellement dominé par des personnalités du Front pour la défense des institutions constitutionnelles (F.D.I.C.). On notera cependant la nomination d'un premier ministre, M. Ahmed Bahini, fait nouveau par rapport à la formation précédente où le roi assumait les fonctions de chef du gouvernement.

Second changement notable : le remplacement de M. Ahmed Balafrej par M. Reda Guedira aux affaires étrangères. M. Balafrej conserve ses fonctions de « ministre représentant personnel du roi », mais c'est M. Guedira — antérieurement directeur général du cabinet royal et ministre de l'Agriculture — qui dirigera la délégation marocaine à Addis-Abéba.

A ALGER un accord partiel est intervenu entre M. Ben Bella et

l'opposition. Accord partiel seulement, car s'il inclut le colonel Mohand Ou El Hadj, animateur militaire de la « rébellion » kabyle, il laisse en revanche à l'écart, apparemment du moins, M. Ait Ahmed, principal dirigeant politique du Front des forces socialistes. Dans sa formule actuelle — telle qu'elle est connue à Alger, de bonne source — l'accord prévoit essentiellement la libération des détenus politiques, en particulier de M. Bouclaf, et la formation d'une commission comprenant des représentants de l'opposition et chargée de préparer le prochain congrès du F.L.N.

(Lire nos informations en page 6.)

« Le régime espagnol se dit chrétien mais n'obéit pas aux principes de base du christianisme »

déclare au « Monde » l'abbé de Montserrat

De notre envoyé spécial

J.-A. NOVAIS

Montserrat, 13 novembre. — Au cœur de la Catalogne se dresse, presque verticalement sur la plaine, une montagne à laquelle ses formes étranges ont valu le nom de Montserrat (montagne sacrée). La tradition veut que la Vierge soit apparue jadis sur l'un de ses pics, et la sainte montagne est devenue, depuis lors, un haut lieu où se pressent chaque année un million de pèlerins et le foyer spirituel de la presque totalité des Catalans.

La dévotion mariale est symbolisée par une statue romane, hiératique et douce, au visage sobre : Notre-Dame de Montserrat — la Vierge noire — que les fidèles catalans, dont elle est la patronne, appellent familièrement la « moreneta » (la brune). Veillant sur l'image et flottant au-dessus des nuages, au flanc de la montagne, apparaît un monastère bénédictin, lieu d'union de personnes de tendances les plus diverses, centre d'irradiation culturelle qui dépasse les limites de la Catalogne et même les frontières d'Espagne.

Pas de justice sans liberté

L'âme de cette communauté bénédictine est aujourd'hui le Très Révérend Père abbé Dom Aurell M. Escarre : vingt années au service des moines, la reconstruction d'une communauté mutilée par la

guerre civile (vingt-six moines furent assassinés en zone républicaine), une intense vie spirituelle et une grave maladie n'ont pas réussi à éteindre la flamme des yeux de cet abbé de cinquante-quatre ans, dont la voix passionnée cache mal la douceur.

Dom Escarre a été la première autorité de la hiérarchie espagnole, peut-être la seule, à se dresser pour dénoncer la contradiction existant, selon lui, entre la vérité évangélique et le régime espagnol : « Là où il n'y a pas de liberté authentique, il n'y a pas de justice ; et c'est ce qui se passe en Espagne », a-t-il dit dans une de ses récentes homélies.

Il nous reçoit paternellement, avec tout l'amour que les fils de saint Benoît ont pour l'hôte, qui symbolise à leurs yeux le Christ pèlerin.

« Que pense Votre Paternité du moment actuel de l'Espagne ?

— L'Espagne, et c'est là le grand problème, est encore divisée en deux partis. Nous n'avons pas derrière nous vingt-cinq ans de paix, mais seulement vingt-cinq ans de victoire. Les vainqueurs, y compris l'Eglise, qui fut obligée de lutter du côté de ces derniers, n'ont rien

La négociation agricole de Bruxelles

LES « SIX » SE SONT ENTENDUS sur une procédure et un calendrier

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Bruxelles, 13 novembre. — Ce n'est que le 9 décembre finalement que commencera sans doute la grande négociation agricole ininterrompue des Six. La réunion du conseil des ministres du 12 novembre, où ministres des affaires étrangères et ministres de l'Agriculture siègent côte à côte, aura été consacrée à l'établissement d'une procédure et d'un calendrier, encore assez peu précis d'ailleurs, pour le mois prochain.

Ce calendrier a été scindé en deux parties : au début du mois de décembre, le Conseil se saisira des rapports d'experts, présentés d'une part sur la préparation du Kennedy round et de l'autre sur les règlements en suspens (viande de bœuf, produits laitiers et riz) ; à partir du 16 décembre il abordera l'examen de la proposition Mansholt relative à un rapprochement en une fois du prix des céréales.

Beaucoup de négociateurs doutent que la date fatidique du 31 décembre, que les Six s'étaient fixée pour aboutir, puisse être effectivement tenue. Plusieurs d'entre eux ont déjà évoqué la possibilité d'« arrêter la pendule », comme on le fit il y a deux ans, pour permettre aux premiers jours de 1964 d'appartenir fictivement à 1963.

Pour leur part, les ministres de l'Agriculture continueront à siéger jusqu'à demain jeudi. Ils se retrouveront mercredi à 15 heures pour continuer la discussion qu'ils ont amorcée au cours de la matinée sur le règlement laitier. Il a été réaffirmé que l'objectif de la politique agricole commune devait être, dans le secteur laitier, la suppression des subventions actuellement accordées aux producteurs par un certain nombre de pays (et surtout aux Pays-Bas). Mais il reste à déterminer selon quelle façon les subventions seront progressivement supprimées. M. Mansholt a rappelé que, sur ce point, il convenait que les pays membres prennent des engagements suffisamment précis. C'est aussi la position de la France.

M. Pisani et ses collègues établiront mercredi après-midi la procédure de leurs travaux pour le grand marathon agricole. Il est possible qu'ils conviennent de se réunir dès le 25 ou le 26 novembre pour se retrouver à nouveau les 2 et 3 décembre à Bruxelles. La session ininterrompue ne commencera que le 9 décembre.

Une liaison organique

Tout au long de la séance du conseil de mardi s'était manifestée, plus clairement que jamais, cette liaison en quelque sorte organique entre d'une part la mise en œuvre de la politique agricole commune et de l'autre ses répercussions sur les échanges avec le monde extérieur. Une bonne partie de la journée a été dédiée à des discussions sur les deux rapports que la commission avait préparés sur les résultats de la première année d'application des règlements communautaires agricoles.

Ces deux textes, dont le premier, qui décrit notamment l'évolution des importations de la Communauté, a déjà été analysé dans ces colonnes (1) et dont l'autre consiste en un inventaire des aides encore accordées par les différents Etats, ont fourni aux partenaires de la République fédérale des arguments de poids pour répondre le 15 octobre dernier les deux épreuvés du gouvernement de Bonn : M. Lahr, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et M. Hüttenbäcker, secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

(Lire la suite en 16^e page, 5^e col.)

(1) Voir le Monde du 9 novembre.

Le peuple doit pouvoir choisir son gouvernement

Pour quelles raisons, selon Votre Paternité, l'Etat espagnol n'est-il pas chrétien ?

— Le peuple doit choisir son gouvernement et pouvoir en changer s'il le désire, voilà la liberté. Il a besoin d'une liberté de presse, de sincérité dans l'information. Que s'est-il passé, par exemple, pour la « lettre des intellectuels » ? Pourquoi y a-t-il eu ces attaques dans la presse ? Ces instructions judiciaires... ? Le gouvernement n'a pas le droit d'abuser de son pouvoir : il doit être un administrateur au nom de Dieu et un serviteur du peuple. Le manque d'information est contraire à la doctrine de l'Eglise et cela doit poser des problèmes de conscience aux dirigeants catholiques d'un Etat qui, s'il ne change pas de principes politiques, ne peut pas se dire catholique. L'abbé de Montserrat médite un moment et enchaîne :

« Je me suis fortement intéressé et je m'intéresse encore actuellement aux prisonniers politiques, dont l'existence constitue un des aspects les plus pénibles du régime. Leur présence dans les prisons est en relation directe avec cette paix que l'Etat n'a pas réussi à établir. Pour le moment, ce qui me préoccupe, ce sont ces prisonniers non croyants du pénitencier de Burgos, qui se trouvent en cellule pour avoir suivi leur conscience et refusé d'assister à la messe. »

Montserrat est le centre le plus important de la culture catalane et le plus populaire en même temps. Comment l'abbé voit-il le monastère ?

(Lire la suite en 4^e page, 1^{re} col.)

AU JOUR LE JOUR

PLAIDOYER pour un silencieux

Pour s'être tu mal à propos, un chef de musique est devenu brusquement une vedette de l'actualité. A l'Arc de triomphe il attendait un signe. Il ne l'a pas vu. En militaire discipliné, le capitaine Monmege, cinquante et un ans, dont quatorze de cérémonies militaires, a laissé le chef de l'Etat la main au képi et les ministres au garde-à-vous. Le film s'est figé, comme la Marseillaise de Rude, muette comme les cuivres et les tambours de la gendarmerie mobile.

Précieux instants où l'histoire est restée suspendue à la baguette d'un musicien distrait. Les morts ont-ils besoin de bruit et le recouvrement de fanfares ?

Mais, après, quel vacarme ! M. Monnerville n'était pas là. Le chef de musique est devenu en un instant le symbole de l'opposition. Sur quoi le Comité de la flamme, le ministère des anciens combattants, le gouvernement militaire de Paris, ont publié des communiqués rejetant le crime de lèse-majesté sur le malheureux capitaine.

Que de bruit pour une minute de silence !

JEAN PLANCHAIS.



RAYMOND ARON

Le Grand Débat

initiation à la stratégie atomique

CALMANN-LÉVY

Une déclaration au « Monde » de l'abbé de Montserrat

(Suite de la première page.)
« L'histoire a fait de nous le centre spirituel et le sanctuaire national de la Catalogne. Suivant l'œuvre de mon prédécesseur, l'abbé Marquet, j'ai cherché à ce que les moines possèdent une solide culture et surtout à ce qu'ils mettent en pratique la loi évangélique. Montserrat, qui est hors du monde, s'intéresse au monde et à son époque : nous maintenons, avant tout, un contact avec le peuple, et c'est peut-être pour cette raison que nous pésons avec une amplitude de critères. »

« Nous sommes Espagnols non Castillans »

Les moines de Montserrat sont en train d'écrire en catalan une Bible critique monumentale : l'édition populaire de l'encyclopédie *Paucet* en langue catalane a atteint, en deux mois, une vente de cent mille exemplaires ! La langue catalane semble représenter un problème pour le gouvernement, qui interdit les quotidiens dans cette langue. Dom Escarre nous parle de ce « problème ».

« La Catalogne est un des exemples typiques auxquels on peut appliquer l'encyclopédie pour ce qui se rapporte aux minorités ethniques. L'Etat doit favoriser ces minorités et leur vie culturelle : le régime entrave le développement de la culture catalane. Usant du droit de pétition reconnu par la loi, moi-même avec cent autres personnes avons écrit une lettre, il y a quelques mois, au vice-président du gouvernement, le capitaine général Muñoz Grandes, lui demandant liberté entière pour la culture catalane : jusqu'à maintenant nous n'avons pas obtenu de réponse. »

L'abbé nous signale :
« C'était là notre droit comme Catalans. Maintenant, celui qui vous parle, c'est l'homme d'Eglise, non plus le Catalan pour lequel défendre la langue n'est pas seulement un devoir mais bien une nécessité : quand la langue se perd, la religion a tendance à se perdre elle aussi ! Cela est déjà arrivé en d'autres endroits... »

— On dit que les Catalans sont séparatistes ?
« En grande majorité, nous ne sommes pas, nous Catalans, séparatistes. La Catalogne est une nation parmi les nationalités espagnoles. Nous avons droit, comme toute autre minorité, à notre culture, à notre histoire, à nos

coutumes, qui ont leur propre personnalité au sein de l'Espagne. Nous sommes Espagnols, non pas Castillans. »

« Le concile nous place face à la réalité »

— Votre Paternité croit-elle que le concile a une influence en Espagne ?

— Le concile est en train de créer un climat nouveau. On ne peut pas vivre dans le passé : il faut vivre dans le présent. Je crois beaucoup à la tradition mais pas à la routine. Le concile nous place face à la réalité. Nous, Espagnols, nous possédons beaucoup de bonnes choses et d'autres mauvaises. Il faut changer ces dernières. Le peuple espagnol s'est transformé, pourquoi pas nous ? Le peuple espagnol est beaucoup plus européen qu'on ne le croit, surtout dans les régions du Nord... Bien que le régime ne fasse rien pour favoriser cet européisme !... »

Dom Escarre se préoccupe de l'avenir de l'Espagne :

« Au début, l'opposition redoutait une autre guerre civile, mais, actuellement, après tant d'années et tant d'injustice, le peuple est irrité... En principe, personne ne veut une guerre civile, moi, j'en ai peur... Tout dépend des circonstances : ni la droite, ni l'Etat n'ont fait quelque chose pour qu'une autre guerre soit évitée. La législation du gouvernement est, en général, correcte, mais il ne fait pas appliquer la loi. Le niveau de vie s'est élevé, mais pas le niveau culturel ni le sens du respect mutuel. Le manque de justice sociale fait peur. J'ai été dernièrement en Andalousie et j'ai pu m'en rendre compte moi-même. »

L'abbé résume sa pensée par ces mots :

« L'avenir dépend de la manière dont sera résolu le problème d'aujourd'hui, qui est un problème social, un problème de démocratie et de liberté et, par conséquent, de justice. Et il insiste : « Dans le fond, c'est un problème de christianisme : être ou non des chrétiens authentiques, tant dans le sens individuel que dans le sens collectif, c'est-à-dire politique. Collectivement, nos hommes politiques ne sont pas chrétiens ! »

Et Dom Escarre conclut :
« Je ne suis qu'un moine : ma mission consiste à prêcher la vérité et à prier Dieu pour qu'elle s'accomplisse... »

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

L'AFFAIRE DES MINEURS ASTURIENS

A Madrid

M. BERGAMIN DEMANDERAIT L'ASILE POLITIQUE A L'AMBASSADE D'URUGUAY

(de notre correspondant particulier.)

Madrid, 13 novembre. — On apprend de bonne source que l'écrivain catholique José Bergamin, âgé de 70 ans, demanderait mercredi asile politique à l'ambassade d'Uruguay. M. Bergamin est l'un des 102 intellectuels qui demandèrent à M. Fraga, ministre de l'Information, des éclaircissements sur les tortures qui auraient été infligées à des mineurs asturiens. Un procès avait été ouvert contre eux par le tribunal n° 13 pour délit de « diffusion de nouvelles fausses ou tendancieuses », mais cette affaire a été transférée au tribunal spécial n° 13 où les intellectuels seront, paraît-il, accusés du délit de « propagande clandestine ». M. Bergamin a été cité devant ce tribunal pour le 17 de ce mois : plusieurs intellectuels ont déjà été entendus devant ce tribunal spécial qui est cependant soumis à la juridiction ordinaire.

(Communiqué)

VIN DES ROCHERS

L'Auvergnat fait chabrot, le Parisien [chopine] Et chacun d'honorer le breuvage [divin]. C'est le Vin des Rochers qui court [après Titine] Pour lui offrir, sans plus, le bonheur [dans le vin].

LE MINISTRE DE L'INFORMATION REFUSE LA CRÉATION d'une commission d'enquête

Madrid, 13 novembre (A.F.P.). — Le ministre espagnol de l'Information, M. Manuel Fraga Iribarne, a refusé que soit créée une commission spéciale d'avocats du barreau de Madrid pour enquêter sur les sévices qu'auraient subis des mineurs asturiens.

La formation d'une telle commission avait été demandée dernièrement par lettres signées de nombreux intellectuels espagnols.

Dans sa lettre de réponse M. Iribarne, après avoir annoncé qu'il considérait le dialogue entre lui et les intellectuels comme « rompu », estime que ceux-ci « ne sont pas animés par un désir sincère d'information, mais par celui de provoquer un scandale ». Le ministre s'étonne d'autre part que les signataires des lettres, après avoir accusé de meurtres et de violences les institutions chargées du maintien de l'ordre, n'insistent que sur deux cas possibles, qui, « tout en étant regrettables, ne revêtent cependant qu'une gravité mineure ». Les intellectuels espagnols avaient fait part au ministre, outre des cas de violences, du cas de deux femmes qui avaient été tuées.

Enfin, le ministre rappelle aux intellectuels que tout citoyen espagnol a le droit d'avoir recours à la justice pour intenter un procès.

Les « Izvestia » prennent à partie M. Harriman et affirment que les États-Unis doivent cesser de s'occuper des affaires de Cuba

De notre correspond. partic.

MICHEL TATU

Berlin pour l'alliance occidentale. Aux Occidentaux qui se plaignent d'un harcèlement à Berlin on peut directement répondre que le « camp socialiste » est victime de la même politique de harcèlement en la personne d'un de ses membres de plein droit qu'est Cuba. Ainsi s'explique donc plus aisément que le problème de Cuba soit revenu au premier plan dans les déclarations soviétiques au moment où les incidents de l'autoroute attireraient l'attention sur Berlin. Le problème allemand est d'ailleurs mentionné brièvement par l'Observateur au nombre des questions qu'il faut régler pour consolider la détente.

Bien que « l'esprit de Moscou » soit encore salué en toute occasion, il est évident que cette polémique aigre-douce n'a plus qu'un

lointain rapport avec les décisions enthousiastes du mois d'août.

On note en même temps ici que ce durcissement de ton va de pair avec divers incidents de nature à tendre les relations soviéto-américaines (comme l'arrestation du professeur américain Barghoorn), mais surtout avec un arrêt quasi complet de la polémique antichinoise et même avec une légère détente dans les relations avec Pékin, si l'on en juge par les paroles apaisantes prononcées par M. Khrouchtchev le 7 novembre.

En fait, la plupart des observateurs ne sont pas enclins à prendre très au tragique ces nouveaux développements. On pense plutôt ici que, la lutte sur un front commandant la lutte sur les autres, la stabilisation du conflit avec Pékin entraîne assez naturellement une reprise des escarmouches sur le front Est-Ouest. Mais rien n'indique que cette situation soit définitive dans un cas comme dans l'autre.

LA CRISE DU SYSTÈME INTERAMÉRICAIN

L'O.E.A. ÉTUDIERA EN DÉCEMBRE le renforcement de la démocratie

Washington, 13 novembre (A.F.P.). — Réuni mardi en séance extraordinaire, le conseil de l'Organisation des États américains (O.E.A.) a décidé, par 18 voix contre 1 (Guatemala), de convoquer une conférence ministérielle pour étudier « le renforcement de la démocratie représentative » dans les pays d'Amérique latine. Une commission a été constituée en vue de l'organisation de cette conférence qui pourrait avoir lieu début décembre, à Washington.

La convocation d'une telle conférence avait été demandée par le

Costa-Rica et le Venezuela. Pour sa part l'ambassadeur du Guatemala a expliqué que son gouvernement estimait qu'une réunion aussi brève et aussi improvisée ne pourrait rien apporter de constructif. Il a suggéré le renvoi de l'étude de ce problème à la onzième conférence interaméricaine qui doit se réunir l'année prochaine à Quito. L'ambassadeur du Venezuela a, en revanche, déclaré que les ministres de l'O.E.A. devaient attirer l'attention de tout le continent sur la nécessité urgente de trouver des formules garantissant l'avenir de la démocratie en Amérique latine.

Les critiques contre l'Alliance pour le progrès se poursuivent à la réunion de Sao-Paulo

Sao-Paulo, 13 novembre (A.F.P.). — La journée de mardi a été consacrée, à la conférence ministérielle du Conseil interaméricain économique et social (C.I.E.S.), aux techniciens. Les statistiques énoncées notamment par M. Jose Antonio Mayobre, secrétaire général de la Commission économique de l'O.N.U. pour l'Amérique latine (C.E.P.A.L.) ont montré que la « révolte » brésilienne ne manque pas de justification. De 1951 à 1961, en effet, le déficit de la balance commerciale de l'Amérique latine est supérieur à 10 milliards de dollars, et les investissements étrangers atteignent seulement 8 milliards de dollars. Le taux de croissance du produit national, qui était en moyenne de 5,7 % entre 1945 et 1950, est tombé à 3 % en 1962.

De même, M. Felipe Herrera, président de la Banque interaméricaine de développement (B.I.D.), a donné des arguments à ceux qui insistent sur la nécessité de réorganiser l'Alliance dans un sens « multilatéral », c'est-à-dire établir un dialogue égalitaire entre les États-Unis et l'Amérique latine prise comme un tout. Il a en outre émis de sérieuses réserves quant à la création du futur Comité interaméricain de l'Alliance pour le progrès, soutenu par la délégation américaine.

A la suite de ces deux interventions, les Argentins — qui sont les plus enclins à soutenir les Brésiliens, — les Chiliens, les Uru-

guayens et les Vénézuéliens semblaient d'accord sur l'idée d'un « front commun » pour défendre le commerce extérieur. De son côté le vice-président du Pérou, M. Secane Corrales, dénonça l'attitude de certains groupes nord-américains, qui établissent en Amérique latine une « véritable dictature économique ». Il faut que ces entreprises sachent qu'elles ne pourront plus compter sur l'appui du gouvernement des États-Unis pour maintenir des privilèges, affirma-t-il. « S'il ne tient pas ses promesses, le mouvement réformiste peut entraîner dans les Andes une révolution incontrôlable », conclut-il.

chaque mercredi

PARIS CARACAS

en 1/2 journée par Jet Douglas DC-8

Chaque semaine, un Jet DOUGLAS DC-8 de la Compagnie VIASA (le seul service direct au départ de Paris le mercredi) s'en-voie vers le Venezuela et au Panama.

Détendu, disposez vous dès le soir même à 20 h 15 à Caracas et, à minuit, vous pouvez être à Panama où sont assurées de nombreuses correspondances pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les pays de la côte ouest de l'Amérique du Sud.

Effectués en étroite collaboration avec KLM Royal Dutch Airlines et ses équipages d'élite, les vols VIASA vous assurent, dans une ambiance élégante, le maximum de confort et de bien-être. A bord de ces superbes appareils, reliant l'Europe au Venezuela et au Panama, vous apprécierez la traditionnelle hospitalité et l'excellente cuisine de VIASA.

Votre agence de voyage ou les bureaux de KLM Royal Dutch Airlines, Agent Général pour l'Europe, 36 bis avenue de l'Opéra, ou 100 avenue des Champs-Élysées - tél. OPEL 05-13, sont à votre disposition pour tous renseignements.

VIASA

VENEZUELAN INTERNATIONAL AIRLINES

LE BRÉSIL RETIRE LA DEMANDE D'AGREMENT DE SON NOUVEL AMBASSADEUR A PARIS

Rio-de-Janeiro, 13 novembre (A.F.P.). — M. Araújo Castro, ministre des affaires étrangères du Brésil, a envoyé mardi après-midi des instructions au chargé d'affaires de l'ambassade du Brésil à Paris, lui ordonnant d'annoncer au gouvernement français que le gouvernement brésilien avait décidé de nommer l'ambassadeur Vasco Leitao da Cunha, actuellement à Moscou et qui avait été désigné pour Paris, à une autre fonction.

Cette décision du gouvernement brésilien, ajoute un communiqué du ministre des affaires étrangères du Brésil, rend nulle et non avenue la demande d'agrément que le Brésil avait adressée à Paris le 17 août, en faveur de M. Vasco Leitao da Cunha.

Dans l'entourage du ministre, on fait valoir que le gouvernement brésilien regrette vivement d'avoir été obligé de prendre cette mesure extrême, qui est, indique-t-on, motivée par le retard mis par le gouvernement français à accorder l'agrément demandé.

On se montre, cependant, optimiste quant à l'avenir des relations franco-brésiliennes, en rappelant les liens d'amitié qui unissent depuis des siècles les deux pays.

(Le silence de Paris à la suite de la demande d'agrément de M. Vasco Leitao da Cunha a profondément irrité les autorités brésiliennes (voir le Monde du 25 octobre 1963). On sait en outre que l'ambassadeur de France à Brasilia, M. Jacques Bayens, a quitté son poste au mois de mars dernier, lors de la « guerre de la langue ». La presse brésilienne estime généralement que l'attitude de froideur adoptée par la France à l'égard du Brésil n'est pas seulement due à la « guerre de la langue », mais aussi à l'appui donné par le Brésil au projet de zone denucléarisée d'Afrique, projet auquel s'oppose le gouvernement de Paris, et à l'asile politique accordé à M. Georges Bidault.)

CRÉATION D'UN SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE DE TROIS ANS A CUBA

Miami (Floride), 13 novembre (A.F.P.). — M. Raul Castro, ministre de la défense, a annoncé mardi, dans un discours radiodiffusé capté à Miami, qu'un service obligatoire de trois ans était instauré à Cuba pour tous les hommes âgés de dix-sept à quarante-cinq ans.

Les femmes âgées de dix-sept à trente-cinq ans devront également passer le conseil de révision et seront appelées dans certains services spécialisés « en cas de guerre ». M. Raul Castro a précisé que les recrues seront également utilisées pendant deux ans à la cueillette du café. « Nous allons mécaniser la récolte de canne à sucre, a-t-il poursuivi, mais on ne peut pas mécaniser la cueillette du café. »

MESUCORA 63

EXPOSITION INTERNATIONALE ET CONGRES

MESURE - CONTRÔLE

RÉGULATION - AUTOMATISME

Ouvrir tous les jours sans interruption en semaine de 9 h 30 à 13 h 30 le Dimanche de 10 h à 17 h

14-21 Novembre - Palais de la Défense - PARIS - PUTEAUX

MUTUELLE GÉNÉRALE DU TOURISME

NOËL SUR LES PENTES...

Encore quelques semaines et la neige offrira à chacun joie et détente.

Pour vous aider à sélectionner la station qui correspond à vos souhaits, la Mutuelle Générale du Tourisme vous propose sa brochure HIVER 63/64.

MUTUELLE GÉNÉRALE DU TOURISME

61, rue La Fayette, PARIS (9^e)

Nom

Adresse

désire recevoir sans engagement de ma part la brochure Hiver 63-64.

Traducció de l'entrevista concedida pel Reverendíssim P. Abat de Montserrat, Dom Aureli M^a Escarré, al corresponsal del diari parisienc «LE MONDE». El Text d'aquestes declaracions apareix a la primera pàgina de «LE MONDE» del 14 de novembre de 1963.

El règim espanyol es diu cristià, però no obeeix els principis bàsics del cristianisme, declarà a «LE MONDE», l'Abat de Montserrat.

«En el cor de Catalunya, quasi verticalment sobre la plana, s'aixeca una muntanya que per les seves formes estranyes ha estat batejada amb el nom de Montserrat (muntanya serrada). La tradició conta que la Verge, s'aparagué antigament en un dels seus cims i d'aleshores ençà la muntanya santa s'ha transformat en un lloc visitat cada any per un milió de pelegrins i en llar espiritual de la majoria dels catalans.

«Una estàtua romànica hieràtica i afable, de rostre sobri, simbolitza la devoció mariana; La Mare de Déu de Montserrat —la Verge bruna— que els fidels catalans, de qui és la patrona, anomenen familiarment la «moreneta».

«Un monestir de benedictins, situat per damunt dels núvols, al costat de la muntanya conserva la imatge i és el lloc de reunió de persones de les tendències més diverses, un centre d'irradiació cultural, que ultrapassa els límits de Catalunya i fins i tot les fronteres d'Espanya.

«NO HI HA JUSTICIA SENSE LLIBERTAT»

«L'ànima d'aquesta comunitat benedictina es avui el Reverend P. Abat Dom Aureli M^a Escarré: vint anys al servei dels monjos, la reconstrucció d'una comunitat mutilada per la guerra civil (vint-i-sis monjos varen ser assassinats en zona republicana), una intensa vida espiritual i una malaltia greu, no han aconseguit apagar la flama dels ulls d'aquest abat de cinquantaquatre anys, la veu apassiona del que no pot disimular-ne la dolcesa.

«Dom Escarré, ha estat la primera autoritat de la jerarquia espanyola, l'única potser, que s'ha aixecat per denunciar la contradicció, que segons ell, existeix, entre la veritat evangèlica i el règim espanyol. «ALLI ON NO HI HA LLIBERTAT AUTÈNTICA, NO HI HA JUSTICIA, I ES EL QUE PASSA A ESPANYA», ha dit recentment en una de les seves homilies...

«L'Abat ens reb paternalment amb tot l'amor que els fills de St. Benet tenen per a l'hoste, que simbolitza per ells, Jesucrist pelegrí.

«—Què pensa la vostra paternitat del moment actual d'Espanya?

«—Espanya, i aquest és el gran problema, encara es troba dividida en dos bàndols. No tenim darrera nostre vint-i-cinc anys de pau, sinó vint-i-cinc anys de victòria. Els vencedors, comptant-hi l'Església, que es veié obligada a lluitar al costat d'aquests últims no han fet res per tal d'acabar amb aquesta divisió de vencedors i vençuts: això representa un dels fracassos més lamentables d'un règim que es diu cristià, però que no obeeix els principis bàsics del cristianisme.

«La majoria dels dirigents —segueix l'Abat— són honestos i són cristians de bona fe, però no veuen clarament com s'ha d'ésser cristià en quant als principis polítics: No han meditat sobre l'encíclica «Pacem in Terris» que és l'expressió evangèlica i tradicional del nostre temps: A LA LLUM D'AQUESTA, la primera subversió que existeix a Espanya és la del govern.

«EL POBLE HA DE PODER ESCOLLIR EL SEU GOVERN»

«—Per quines raons, segons la V. P., l'Estat Espanyol no és cristià?

«El poble ha d'escollir el seu govern i ha de poder canviar-lo si ho desitja: això és la llibertat. Necessita una llibertat de premsa, de sinceritat, d'informació. ¿Què ha passat, per exemple amb la «carta dels intel·lectuals»? Per què hi han hagut aquests atacs en la premsa? Aquestes instruccions judicials...? El Govern no té dret d'abusar del seu poder ha d'ésser un administrado en el món, de Déu i un servidor del poble. La falta d'informació és contrària a la doctrina de l'Església i això deu plantejar uns problemes de consciència als dirigents catòlics d'un estat, que si no canvia de principis polítics, no es pot dir catòlic.

«L'Abat de Montserrat reflexiona uns instants i segueix:

«—Sempre m'he interessat i encara m'interesso ara pels presos polítics, que amb la seva existència constitueixen un dels aspectes més penibles del règim. La seva presència a les presons està en relació directa amb la pau que el règim no ha assolit establir. De moment el que em preocupa, són aquests presos del penal de Burgos, que es troben incomunicats per haver seguit la seva consciència i negar-se a assistir a missa.

«—Montserrat és el centre més important de la cultura

catalana i al mateix temps el més popular. Com veu el monestir l'Abat?

«—La història ha fet de nosaltres el centre espiritual i el santuari nacional de Catalunya. Continuant l'obra del meu antecessor, l'Abat Marcet, he volgut que els monjos posseïssin una cultura sòlida i que sobre tot posesin a la pràctica la llei evangèlica. Montserrat que es troba *fora del món* s'interessa pel món i per la seva època, abans que tot mantenint un contacte amb el poble; potser per aquesta raó pensem amb un criteri ben ample».

«SOM ESPANYOLS, NO CASTELLANS»

«Els monjos de Montserrat estan editant, en català, una Bíblia crítica monumental. L'edició popular de l'encíclica «Pacem in Terris», en llengua catalana, que ha arribat, en dos mesos, a una venda de cent mil exemplars! LA LLENGUA CATALANA SEMBLA QUE REPRESENTI UN PROBLEMA PEL GOVERN, QUE PROHIBEIX ELS DIARIS EN AQUESTA LLENGUA. Dom Escarré ens parla d'aquest «problema».

«—Catalunya és un dels típics exemplars al qual es pot aplicar l'encíclica, en el que es refereix a les minories ètniques. L'estat ha d'afavorir aquestes minories i la seva vida cultural: el règim dificulta l'expressió de la cultura catalana. Fent ús del dret de petició reconegut per la llei, jo mateix, amb cent altres persones, varem escriure una carta, fa alguns mesos, al vice-president del govern, general Muñoz Grandes, demanant-li completa llibertat per la cultura catalana; fins ara no hem tingut cap resposta».

L'Abat ens indica: «Era el nostre dret com a catalans. Ara l'home que us parla, és l'home d'Església, ja no és el català per a qui defensar la llengua no és solament un deure però ben bé una necessitat quan la llengua es perd. També la religió té tendència a fer-ho!, ja ha passat en altres llocs...»

«—Ens diuen que els catalans són separatistes?

«—En gran majoria no en són de separatistes. Catalunya és una nació, entre les altres nacionalitats espanyoles. Com tota minoria, tenim dret a la nostra cultura, a la nostra història i als nostres costums, que tenen una personalitat pròpia en el sí d'Espanya. *Són espanyols, no pas castellans*».

«EL CONCILI ENS COL·LOCA DEVANT DE LA REALITAT»

«—La vostra Paternitat, creu que el Concili té alguna influència a Espanya?

«—El Concili està creant un clima nou. No es pot viure en el passat, s'ha de viure en el present. Crec molt amb la tradició, no amb la rutina. El Concili ens col·loca davant de la realitat. Nosaltres, espanyols, posseïm moltes bones coses i altres de dolentes. Es necessari fer canviar aquestes últimes. El poble espanyol és molt més europeu del que es creu, sobre tot en les regions del Nord... Encara que el règim no faci res per afavorir aquest europeisme...

Dom Escarré es preocupa de l'esdevenidor d'Espanya.

«—Al començament, l'oposició temia una altra guerra civil, però actualment, després de tants anys i de tanta injustícia, el nostre poble està irritat...

«En principi ningú no vol una guerra civil, però jo en tinc por... Tot depèn de les circumstàncies: ni la dreta, ni l'Estat, han fet cap cosa per tal d'evitar una altra guerra. La legislació del govern, en general, és concreta, però no es fa aplicar la llei. El nivell de vida ha augmentat, però no el nivell cultural ni el sentit del respecte mutu. LA FALTA DE JUSTICIA SOCIAL FA POR; HE ESTAT FA POC A ANDALUSIA I HE POGUT VEURE-HO JO MATEIX».

L'Abat, resumeix el seu pensament amb aquestes paraules.

«—L'esdevenidor depèn de la manera en que es resolgui el problema actual, que és un problema social, un problema de democràcia i de llibertat i per consegüent de justícia, —insisteix— en el fons és un problema de cristians: ésser o no cristians autèntics, tant en el sentit individual com en el sentit col·lectiu, és a dir polític. Col·lectivament els nostres homes polítics no són cristians!

I Dom Escarré acaba dient:

«—Només sóc un monjo: la meua missió consisteix en predicar la veritat i en pregar a Déu perquè es realitzi...»